



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE LA COORDINATION,
DE L'ÉVALUATION ET DU SUIVI DES
POLITIQUES PUBLIQUES

PRÉFET DES VOSGES

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

N° 1673/2011

mettant en demeure la société GRANITERIE PETITJEAN de déposer un dossier de demande d'autorisation pour les activités qu'elle exerce aux lieux-dits « Lemessieu » et « La Roche des Chats » sur le territoire de la commune de La Bresse et l'autorisant à exercer ces activités à titre provisoire

Le Préfet des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Livre V, Titre 1er du Code de l'Environnement, notamment son article L. 514-2 ;

VU le décret n° 80-331 du 07 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives ;

VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux modifié ;

VU le jugement du 28 juin 2011 Tribunal administratif de Nancy ;

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 18 juillet 2011 ;

CONSIDERANT que lors d'une visite effectuée le 12 juillet 2011 au lieu-dit « Lemessieu » et « La Roche des Chats », l'inspection des installations classées a constaté que la société GRANITERIE PETITJEAN ayant son siège social 14 Chemin des Ecorces – 88250 LA BRESSE exerce sur ce site des activités soumises à la réglementation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, en particulier l'exploitation d'une carrière, sans disposer des autorisations et enregistrements requis ;

CONSIDERANT en conséquence qu'en application de l'article L. 514-2 du Code de l'Environnement, il convient de mettre l'exploitant en demeure de régulariser sa situation dans un délai déterminé en déposant une demande d'autorisation ;

CONSIDERANT que l'élaboration d'un dossier de régularisation conforme aux dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9 du Code de l'Environnement, nécessite des investigations de terrain relatif à la faune et à la flore à des périodes différentes de l'année justifiant d'un délai de 6 mois pour déposer un tel dossier ;

CONSIDERANT par ailleurs que la suspension d'activité évoquée à l'article L. 514-2 du Code de l'Environnement ne constitue qu'une faculté et que le Préfet peut autoriser, à titre provisoire, l'entreprise à poursuivre son exploitation jusqu'à la décision relative à la demande d'autorisation pour des motifs d'intérêt général tirés des conséquences d'ordre économique ou social qui résulteraient de son interruption ;

CONSIDERANT qu'en l'espèce, l'activité de la société GRANITERIE PETITJEAN liée à l'exploitation de la carrière en cause représente 27 % de son chiffre d'affaire annuel dont la perte serait de nature à mettre l'entreprise en graves difficultés au regard, en particulier, des charges financières auxquelles elle a à faire face ;

CONSIDERANT que l'interruption de l'exploitation aurait pour conséquence immédiate la perte d'une vingtaine d'emplois sur un secteur sur lequel l'INSEE relève un niveau annuel moyen de destruction d'emploi de 1,3 % depuis l'année 1999 ;

CONSIDERANT d'autre part que l'exploitation provisoire ne présente pas d'inconvénients ou de dangers graves et immédiats pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement dès lors qu'elle respecte les mesures propres à prévenir, réduire ou compenser ces inconvénients et ces dangers ;

CONSIDERANT en conséquence que l'exploitation peut être poursuivie jusqu'à ce qu'il soit statué sur le dossier de demande de régularisation objet de la mise en demeure, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous énoncées ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges ;

ARRETE

ARTICLE 1.

La société GRANITERIE PETITJEAN, dont le siège social est, 14 Chemin des Ecorces – 88250 LA BRESSE, est mise en demeure de déposer un dossier de demande d'autorisation conforme aux dispositions des articles R. 512-2 à R. 512-9 du Code de l'Environnement pour les activités qu'elle exerce aux lieux-dits « Lemessieu » et « La Roche des Chats » (carrières, installations de traitement de traitement des matériaux et dépôt d'explosifs).

Le délai accordé pour présenter ce dossier est fixé à **6 mois** à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2.

Jusqu'à ce qu'il soit statué sur cette nouvelle demande, et sans préjuger de la suite qui lui sera donnée, la société GRANITERIE PETITJEAN est autorisé provisoirement à poursuivre les activités d'exploitation de carrière, de traitement des matériaux et de stockage de produits explosif aux endroits ci-dessous précisés et dans les conditions énoncées par le présent arrêté.

COMMUNE	LIEUX-DITS	SECTION	N° DE PARCELLE
LA BRESSE	Lemessieu	AS	n° 235 – 236 – 241 à 254 – 406 – 713 – 715 – 716 – 718 et voie communale n°9
	Roche des Chats	AS	n° 67 à 82
	SUPERFICIE TOTALE	92.755 m ² dont 36.786 m ² réellement exploitables	

ARTICLE 3.

Les activités autorisées sont visées aux numéros suivants de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement :

N°	ACTIVITES	OBSERVATIONS	A/D
2510.1	Carrière (exploitation de) Capacité maximale annuelle: 45 000 tonnes		A ¹

¹ A : Autorisation

N°	ACTIVITES	OBSERVATIONS	A/D
2515.1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 200 kW	P = 290 kW	A
1311.3	Produits explosifs (stockage de...) La quantité équivalente de matière active susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. 2. 3. Supérieure ou égale à 100 kg mais inférieure à 500 kg	Q= 240,5 kg de masse active	E ²

ARTICLE 4.

Les produits extraits sont destinés :

- aux travaux publics et routiers et à la fourniture de matériaux élaborés après traitement ;
- à la fabrication de blocs à des fins ornementales : funéraires, dallages, bordures de trottoirs ;
- à l'enrochement : murs de soutènement, berges de rivières.

Les modalités d'extraction sont celles présentées, pour ce site, dans le dossier de demande d'autorisation présenté le 11 avril 2008 à la Préfecture des Vosges.

En particulier, les extractions à venir découleront du plan de phasage contenu dans ledit dossier.

ARTICLE 5.

L'exploitation sera réalisée conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière, notamment suivant les prescriptions ci-après.

² E : Enregistrement

5.1. AMENAGEMENTS PRELIMINAIRES

5.1.1. L'exploitant est tenu de maintenir en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents, son identité, la référence de la présente mise en demeure, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

5.1.2. Les bornes installées dans le cadre de la précédente autorisation d'exploiter permettant de délimiter le périmètre de l'autorisation, resteront en place.

5.1.3. Patrimoine archéologique

Durant l'exploitation proprement dite, toute découverte archéologique sera portée à la connaissance du service régional de l'Archéologie de Lorraine (03.87.56.41.10) et pourra faire l'objet de prescriptions spéciales.

5.2. CONDUITE DE L'EXPLOITATION

Le décapage sera réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. L'horizon humifère et les stériles seront stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux.

Epaisseur d'extraction :

- épaisseur d'extraction maximale : 40 m
- cote minimale NGF: 855 m.

L'exploitation sera menée suivant le principe du réaménagement coordonné et simultané, conformément au plan de phasage prévu dans la demande de 2008 et pour les travaux qu'il sera possible de réaliser dans le cadre du présent arrêté.

5.3. SECURITE DU PUBLIC

5.3.1. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière sera contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès sera interdit.

L'accès à toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert sera interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Le danger sera signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

5.3.2. Les bords des excavations de la carrière seront tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre, sur lequel porte l'autorisation, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface, dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas sera arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prendra en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

5.4. REGISTRES ET PLANS

5.4.1. Un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière sera établi et tenu à jour.

Sur ce plan seront reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter, ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- les bords des fouilles ;
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- les zones remises en état ;
- la position des ouvrages visés au paragraphe ci-dessus.

5.4.2. Déclaration d'accidents ou d'incidents

L'exploitant est tenu de déclarer à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de ses installations, lorsque ceux-ci sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Livre V du Code de l'Environnement.

5.5. RESSOURCE EN EAU

L'alimentation en eau des habitations en périphérie du site devra être préservée.

Avant tous travaux de modification d'implantation de certaines canalisations d'alimentation et à quelque moment que se soit, l'exploitant sera tenu d'avertir les habitants des maisons concernées.

Il devra leur assurer tout approvisionnement compensatoire nécessaire durant ceux-ci.

En cas de rupture partielle ou totale d'alimentation en eau d'une ou plusieurs habitations, hormis les cas liés à un déficit pluviométrique reconnu, l'exploitant sera tenu de palier en totalité et en permanence, à la carence survenue.

5.6. PREVENTION DES POLLUTIONS

5.6.1. Généralités

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation, pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisances par le bruit, les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et des abords placés sous le contrôle de l'exploitant, seront maintenus en bon état de propreté.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules seront aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne devront pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussières ou de boue sur les voies de circulation publiques.

5.6.2. Prévention des pollutions accidentelles

Les livraisons en combustible, le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier seront réalisés sur une aire bétonnée étanche munie d'une capacité de rétention d'un volume au moins égal au volume de la citerne de livraison et d'un séparateur d'hydrocarbures à obturation automatique. Les dispositifs de livraison (pistolets) seront équipés d'un système de protection au débordement.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols sera associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage sera constitué exclusivement en récipient de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention pourra être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1.000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle sera inférieure à 1.000 litres.

Le stationnement des engins de la carrière se feront sur cette aire étanche en fin de période d'activité et les jours fériés. Cette aire étanche pourra être celle citée au 1^{er} alinéa du présent article.

Les produits récupérés en cas d'accident ne pourront être rejetés et devront être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

Des matériaux absorbants seront disponibles sur le site et dans chaque engin.

5.6.3. Rejets d'eau dans le milieu naturel

Des fossés de collecte des eaux de ruissellement sont aménagés à l'intérieur du site.

Ils devront faire l'objet d'un entretien permanent.

Après chaque épisode pluvieux important, un contrôle de l'état de ceux-ci sera effectué.

Les eaux de ruissellement seront dirigées vers les quatre bassins existant avant de rejoindre le milieu naturel.

Les eaux rejetées au milieu naturel doivent respecter les prescriptions édictées à l'article 18.2.2 de l'arrêté du 22 septembre 1994, à savoir :

- le pH sera compris entre 5,5 et 8,5 ;
- la température doit être inférieure à 30 °C ;
- les matières en suspension totale (MEST) auront une concentration inférieure à 35 mg/l (norme NFT 90.105) ;
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) aura une concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90.101) ;
- les hydrocarbures auront une concentration inférieure à 10 mg/l (norme NFT 90.114).

5.6.4. Poussières

L'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

Certains points particuliers de l'installation de traitement des matériaux seront, si nécessaire, équipés d'aspenseurs chargés de rabattre les poussières.

Par temps sec, le chemin d'accès au site et les pistes seront arrosés.

5.6.5. Incendie

Les installations de traitement des matériaux, les engins ainsi que les zones de stockage de produits dangereux seront pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie, adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les bassins de décantation ou au moins l'un de ceux-ci devront être accessibles aux véhicules des pompiers.

5.6.6. Déchets

Toutes dispositions seront prises pour limiter les quantités de déchets produites, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets seront collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

L'élimination des déchets comporte les opérations de collecte, transport, stockage, tri et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie, ainsi qu'au dépôt ou au rejet dans le milieu naturel de tout autre produit dans des conditions qui ne soient pas de nature à produire les effets nocifs sur le sol, la flore et la faune, et, d'une façon générale, à porter atteinte à la santé de l'homme et à l'environnement.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n° 99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 2002-1563 du 24 décembre 2002 ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil.

Le stockage temporaire des déchets dans l'enceinte de l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doit être fait dans des conditions qui ne portent pas ou ne risquent pas de porter atteinte à l'environnement. A cette fin :

- les dépôts doivent être tenus en état constant de propreté et aménagés de façon à ne pas être à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs) ;
- les déchets liquides ou pâteux doivent être entreposés dans des récipients fermés, en bon état et étanches aux produits contenus. Les récipients utilisés doivent comporter l'indication apparente de la nature des produits ;
- les aires affectées au stockage de déchets doivent être pourvues d'un sol étanche aux produits entreposés et aménagées de façon à pouvoir collecter la totalité des liquides accidentellement répandus ;
- les aires doivent être placées à l'abri des intempéries pour tous dépôts de déchets en vrac ou non hermétiquement clos susceptibles d'être à l'origine d'entraînement de polluant par l'intermédiaire des eaux pluviales.

Le stockage de déchets doit être effectué de façon à ne pas entreposer sur une même aire des produits incompatibles entre eux de par leur nature.

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'Environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Tout brûlage à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdit.

Pour chaque enlèvement, les renseignements minimums suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement, listings informatiques) et conservé par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature ;
- origine et dénomination du déchet ;
- quantité enlevée ;
- date d'enlèvement ;
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé ;
- destination du déchet (éliminateur) ;
- nature de l'élimination effectuée.

L'exploitant est tenu de se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets de carrière.

5.6.7. Bruit

Tout travail d'exploitation est interdit les samedis, dimanches et jours fériés. Seuls pourront être initiés les samedis, des travaux exceptionnels d'entretien du matériel.

Les activités sur la carrière respecteront les plages horaires 7h30 – 12h et 13h30 – 17h30.

L'exploitation ne doit pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les bruits émis ne devront pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers, que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et, le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse, ...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à 5 dB(A).

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruits mesurés, lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie dans la deuxième partie de l'instruction technique annexée à l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement, par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches, occupés ou habités par des tiers et existant à la date de l'arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LA_{eq}.

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation, est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Le tableau ci-dessous fixe les niveaux limites de bruit à ne pas dépasser, exprimés en dB(A), aux emplacements repérés B1 à B3 sur le plan annexé au présent arrêté :

Emplacement		
Habitation en limite Est	Repère B1	44,8
Habitation en limite Nord-Est	Repère B2	51,4
Habitation en limite Nord	Repère B3	54,3

La poursuite des mesures de ces niveaux devra être assurée dans les conditions annuelles prévues dans l'arrêté annulé.

Les résultats de ces mesures seront à disposition de l'inspection sur le site de la carrière.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables au bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement, y compris le bruit émis par les véhicules et engins et ceux de l'installation de traitement des matériaux.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, devront être conformes à la réglementation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

5.6.8. Vibrations

Les tirs de mines, qui devront être mis en œuvre conformément aux dispositions du décret n° 92-1164 du 22 octobre 1992 introduisant le titre « Explosifs » au règlement général des industries extractives et notamment son article 22, ne devront pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions ou ouvrages environnants des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction ou de l'ouvrage.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

BANDE DE FREQUENCE e	PONDERATION DU SIG
1	5
5	1
30	1
80	3/8

Lors de chaque tir de mines (abattage ou décollement de massifs pré-sciés) des mesures de vibrations seront effectuées aux habitations de MM. AUBERT et HABRAN.

Les résultats des enregistrements seront tenus à la disposition de l'inspection.

Toute mesure de vitesse particulière pondérée supérieure à 10 mm/s sera portée immédiatement à la connaissance de l'inspection accompagnée de commentaires sur les causes du dépassement constaté et sur les mesures mises en place pour éviter de nouveaux dépassements.

En dehors des tirs de mines, les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement seront applicables.

5.7. POLICE

L'exploitation de la carrière visée par le présent arrêté sera soumise aux lois et règlements qui la concernent et notamment aux dispositions des décrets n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à la police des carrières (application de l'article 107 du Code Minier), et n° 80-331 du 07 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives.

5.8. TRANSFERT DES MATERIAUX ET TRANSPORTS

Les véhicules de desserte des matériaux accèderont à la carrière par sa partie haute (Route du Droit).

Les matériaux seront évacués du site par camions (ou semi-remorques) en empruntant la route dite « La Traverse de Grosse Pierre » pour rejoindre la RD 486.

ARTICLE 6. REMISE EN ÉTAT

Dans le cas où l'exploitant ne pourrait bénéficier d'une nouvelle autorisation, il serait tenu de déposer, dans un délai d'un mois à compter de la notification du refus, un dossier de déclaration de fin d'activité comprenant des plans et coupes de l'état dans lequel il envisage de remettre en état le site.

**ARTICLE 7. PRESCRIPTIONS RELATIVES AUX GARANTIES FINANCIÈRES
(REMISE EN ÉTAT COORDONNÉE À L'EXPLOITATION)**

7.1. Le montant des garanties financières, en euros, permettant d'assurer la remise en état du site durant cette phase provisoire d'exploitation est fixé à 125.600 €.

7.2. MODALITES D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIERES

L'indice TPO1 de référence est de 622,8 correspondant au mois de mai 2008.

L'absence de garanties financières entraînera la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 514-1 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement.

Le Préfet fera appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état ;
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

ARTICLE 8.

La présente autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

ARTICLE 9.

Le dépôt d'explosifs en place sur le site est soumis aux dispositions de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1311 de la nomenclature des installations classées.

ARTICLE 10.

En application de l'article L. 514-6 du Titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement susvisé, le délai de recours devant le Tribunal Administratif de NANCY est fixé à :

- 2 mois par le demandeur ou l'exploitant, à compter de la date de notification de la présente décision ;
- 1 an par les tiers, à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au Préfet.

ARTICLE 11.

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Vosges et l'Inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société GRANITERIE PETITJEAN et dont copie sera adressée pour information au Maire de La Bresse.

Epinal, le 20 JUL 2011
Le Préfet,

